

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	65	10

N° de séance : 0

Objet de la délibération : Motion en faveur de l'action conjointe du Département des Alpes-Maritimes et de la Métropole Nice Côte d'Azur sur un territoire commun

N° d'enregistrement : CC.2022.021

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture
30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 mars 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Représentatifs à la fois d'un territoire de vie auxquels les citoyens s'identifient et d'une institution qui assume depuis plus de 160 ans un rôle essentiel pour renforcer la cohésion territoriale et la redistribution équilibrée des richesses, le Département des Alpes-Maritimes est un repère majeur pour les Maralpins. Un échelon affectif qui signe une identité, une proximité, une efficacité. Un échelon d'énergie enracinée qui trouve une traduction immédiate et directe dans la protection des populations à chaque étape de la vie.

Pilote d'une action publique concrète, il maintient la relation de confiance et un partenariat privilégié entre les acteurs locaux, qu'ils soient issus d'une Métropole, d'une grande agglomération ou de la ruralité.

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes assure une action sociale équitable au profit des citoyens les plus fragiles, avec un engagement à taille humaine en faveur des enfants et des familles, de l'autonomie, de la promotion des politiques en matière de handicap, de la prise en charge des aînés, de l'offre de soins de proximité et de l'insertion. Il construit et entretient des infrastructures de déplacements en cohérence avec la croissance des territoires. Il veille à la pertinence du maillage territorial des collèges en cohérence avec l'évolution de la population et les besoins des communes. Partenaire privilégié des acteurs de la sécurité (Service Départemental d'Incendie et de Secours, forces de la sécurité intérieure) et soutien des actions de prévention, il développe l'attractivité des territoires en investissant dans le réseau numérique très haut débit, le soutien aux projets touristiques, la protection de l'environnement, la valorisation du patrimoine culturel, la promotion du sport et des loisirs.

En 2018, les velléités gouvernementales visant à transposer le modèle du Nouveau Rhône sur les départements des Alpes-Maritimes, de la Gironde, de la Haute-Garonne, de la Loire-Atlantique et du Nord avaient déjà toutes été rejetées localement, obligeant le Gouvernement à faire une volte-face sur le sujet en plein mouvement de contestation des gilets jaunes, traduisant pour une partie de la population un sentiment d'abandon géographique et social et plaidant pour plus de proximité et d'équité, ADN des départements.

Force est donc de constater, qu'aujourd'hui, cette proposition remise sur le tapis, met à nouveau les élus locaux devant une idée accomplie, bureaucratique et parisienne, loin des aspirations des citoyens et marquant une profonde méconnaissance de la France des territoires.

Le succès de notre République s'est construit depuis la Révolution sur le couple communes - Département, qui en constitue aujourd'hui encore le fondement le plus solide, le seul à résister au désamour démocratique, garant de l'équité et de la solidarité, au profit d'un aménagement territorial équilibré qui n'oublie personne.

Métropoles et Départements évoluent dans des registres différents mais ces deux collectivités sont complémentaires et coopèrent utilement. Il n'y a alors plus qu'une seule question qui vaille : qu'apporterait une fusion du Département et de la Métropole, en particulier dans les Alpes-Maritimes ? Rien, si ce n'est de fragiliser d'autres intercommunalités qui fonctionnent parfaitement bien avec le soutien par le Conseil départemental. Dans les Alpes-Maritimes, le Département est le premier partenaire, essentiel des maires. Il accompagne, notamment, tous les projets structurants des grandes intercommunalités et est indispensable pour les communes des zones rurales qui ne pourraient mettre en œuvre leurs projets sans lui.

Si nous appelons pour une France avec plus de décentralisation, celle-ci ne doit surtout pas détricoter la cohésion sociale, chemin dangereux pour la démocratie, l'autonomie des communes et la liberté d'opinion.

Nous, élus des Alpes-Maritimes, invitons donc tous les Gouvernements futurs à considérer qu'une énième réforme territoriale est tout sauf une priorité et un souhait dans notre Département.

Nous, élus des Alpes-Maritimes défendons l'absolue nécessité d'une **action conjointe du Département des Alpes-Maritimes et de la Métropole Nice Côte d'Azur sur un territoire commun.**

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de voter la motion en faveur de l'action conjointe du Département des Alpes-Maritimes et de la Métropole Nice Côte d'Azur sur un territoire commun.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A 72 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE (M. BOURGON, MME ABRAVANEL, M. ZEMA), ADOPTE LA MOTION en faveur de l'action conjointe du Département des Alpes-Maritimes et de la Métropole Nice Côte d'Azur sur un territoire commun.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Acte à classer**CC_2022_021**

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-12-10.00 (MI236543786)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_021-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Motion en faveur de lâ action conjointe du DÃ©partement des Alpes-Maritimes et de la MÃ©tropole Nice CÃ°te d'Azur sur un territoire commun
Date de dÃ©cision : 21/03/2022

Nature de l'acte : DÃ©libÃ©ration

MatiÃ¨re de l'acte : 9. Autres domaines de competences
9.4. Voeux et motionsActe : 99_DE-006-240600585-20220321-CC_2022_021-DE-1-1_1.PDF

Multicanal : Non

Groupe Ã©metteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

PrÃ©parÃ©

Date 30/03/22 Ã 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 Ã 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

AccusÃ© de rÃ©ception

Date 30/03/22 Ã 16:23